

Marie José Mondzain

(extrait de : *Confiscation des mots, des images et du temps*, Ed : LLL, 2017, pp 114-120)

Consensus ?

De bien nombreuses méditations philosophiques et politiques défendent avec talent la nécessité du débat, la fécondité politique de la mésentente et du conflit, l'exigence démocratique de la contradiction et des luttes.

Se réclamant de Karl Schmitt et en y mettant toutes les nuances nécessaires pour échapper aux effets sulfureux de son adhésion au nazisme, Chantal Mouffe (1) est sans aucun doute une des voix les plus talentueuses pour défendre les énergies antagonistiques qui doivent zébrer l'espace politique et lui donner sa vitalité transformatrice. Se présentant en théoricienne engagée, elle revendique sous cette dénomination le fait qu'elle tient un propos politiquement orienté vers une gauche sans compromis et disposée à l'action. L'absence de compromis peut être entendue comme exigence de radicalité et l'engagement, comme indice d'une croyance dans la performativité de son discours. Est-ce qu'un discours change les choses et opère dans le réel ? Je crois que l'usage qu'on fait des mots témoigne d'une réappropriation du sens qui va faire surgir quelque chose de l'ordre de la vérité, d'une vérité qui confirme le refus de la compromission. Or le problème est là, du côté d'une interprétation rhétorique de la *praxis*.

Chantal Mouffe, dans sa déclaration en faveur du militantisme, tente de trouver des formules « entraînantes » destinées à animer des mouvements qu'elle souhaite servir et accompagner. Il en résulte malgré tout des formulations oxymoriques qui ne sont pas sans danger ni contradiction. Ainsi parle-t-elle de « populisme de gauche », au mépris de l'histoire même du terme et de sa propre critique du consensus, puisqu'il s'agit de réconcilier le peuple, devenu une abstraction, avec une gauche non moins abstraite dans sa contradiction. Le vocabulaire du populisme noué à celui de la « gauche » témoigne d'une fidélité inaltérable au lexique médiatique de qui veut donner le pouvoir au peuple dans l'éventualité où le peuple donnerait le pouvoir à qui promet

de le lui rendre. On reconnaît bien là la bande son que font entendre les leaders de la « démocratie de demain ».

Le peuple ne saurait advenir dans sa liberté et dans ses droits en consentant au vocabulaire et aux promesses de quelque « populisme ». De quelle nature est la fabrication de ce mot ? C'est sur la même dérive sémantique que « liberté » a donné « libéralisme », dont on ne sait que trop ce qu'il contient de haine pour la liberté. Le peuple ne sera jamais populiste, il pourrait bien être au contraire le nom d'une véritable « aristocratie » à construire, celle qui désigne la noblesse des affects et des œuvres, de l'énergie des savoirs, celle des gestes qui produisent et qui créent, celle qui anime le courage et la dignité des combats. Reconnaître la noblesse du peuple dans sa capacité politique n'a rien à voir ni avec un quelconque populisme ni avec ces « élites » dont les médias prétendent qu'elles sont détentrices des biens symboliques, des développements matériels et des promesses d'émancipation. Le vocabulaire de l'« élitisme » est le rejeton pervers du populisme qui transforme l'espace politique en terrain d'action offert à tous les experts, en scène de leurs performances orientées vers un horizon d'excellence et d'optimisation des résultats. C'est le moyen de produire une totale confusion entre le règne des expertises et des performances et celui des compétences critiques. Il est difficile désormais de faire surgir le peuple en tant que conscience critique et transformatrice, prête à affronter l'indétermination et les risques qu'implique la contingence tumultueuse d'un avenir sans visage. Sans courage, sans refus de toute personnalisation pyramidale, le populisme finit toujours par promouvoir ses « élites » et l'on ne peut que déplorer que ceux qui sont reconnus comme « intellectuels » acceptent parfois le titre d'élite, que les médias distribuent si généreusement non pas à ceux qui accroissent la puissance d'agir de tous mais à ceux auxquels les médias eux-mêmes allouent pouvoir et visibilité. Devenir populaire signifie devenir visible puisque le mot « public » ne désigne plus le site commun du débat mais la scène où l'on attend les internautes et les téléspectateurs. Berlusconi disait : « Je suis élu par mon public. »

Dès lors, que peut gagner un populisme dit de « gauche » dans un monde où l'émancipation du peuple n'a plus le moindre bénéfice à être « latéralisée » ? C'est la gauche elle-même qui avoue son effacement

puisqu'il n'y a plus qu'un centre qui est l'entonnoir où s'engouffrent toutes les « bonnes volontés », celles qui veulent le consensus et la paix, celles qui aspirent à la sécurité, celles qui tremblent pour leur place et pour leurs profits. Cet entonnoir est la chambre ténébreuse de la mollesse et de l'informe, d'où l'extrémisme va sortir vainqueur au nom de sa « radicalité ». La pertinente critique du consensus par Chantal Mouffe la conduit d'analyse en analyse à promouvoir un réformisme radical sous la figure apaisante d'une radicalité « apprivoisée » grâce à la mutation de l'antagonisme en agonisme « apprivoisant » les énergies conflictuelles. C'est ainsi que le lexique de la radicalité subit une invraisemblable torsion sémantique qui ne peut dissimuler la terreur sournoise et inavouée qu'inspire la véritable radicalité créatrice, inhérente à tout changement.

Pourtant, c'est en débattant de la distribution des pouvoirs que le peuple s'institue lui-même et prend le pouvoir et non en recevant ce pouvoir des mains de ceux qui ont commencé par le prendre. Ainsi s'opère une « déradicalisation » subreptice de la pensée politique, qui fait penser à l'usage commercial du vocabulaire de la positivité. « Positiver » est le mot d'ordre de toutes les instances qui, face à tout conflit et à toute nécessité de résistance, préfèrent donner un sens « positif » à leur propre soumission. « Contre mauvaise fortune, bon cœur », la vieille maxime rejoint celle de Carrefour... On peut toujours tirer parti du malheur et de l'aliénation. Chacun dans son coin peut « s'en sortir », n'est-ce pas ?

Entre les films *La vie est belle* et *Intouchables*, il y a une continuité dans la « positivation » qui exalte le triomphe, face au pire, de tout individualisme joyeusement déradicalisé. Dans une euphorisation perverse parce que mensongère sur les pleins pouvoirs du désir, on fait danser les oxymores qui veulent en finir avec la radicalité soutenant la création des liens politiques dans les conflits eux-mêmes. Finalement, chacun de nous est à soi seul une « start-up », un site individuel de « démarrage », qui permet de se redresser, de partir et de prendre de la vitesse vers la réussite, voire même de triompher sur la mort. C'est sur ce modèle que se pensent ensemble le récit d'une biographie heureuse et celui d'un État bien dirigé.

Le choix est impératif et décisif entre le réformisme et la radicalité, si l'on veut faire plus que nommer et conceptualiser, c'est-à-dire agir et lutter. Non que la peur des ruptures violentes ne soit pas légitime, mais il faut bien aussi assumer les affects politiques qui accompagnent la violence des changements. La rupture est violente et doit l'être. Elle oblige à affronter des périls car la possibilité du pire est une menace qu'on ne peut nier ni éviter. Il en résulte que l'affect qui accompagne toute rupture est le courage dans la conscience du danger. Le courage est une vertu radicale sur laquelle s'étaye désormais la véritable action politique avec la conscience de toute l'imprévisibilité des mouvements sismiques. Cette imprévisibilité exige, outre le courage, une vigilance sans concession. Malgré tous les efforts sémantiques des « réformistes de gauche », c'est d'un combat qu'il s'agit, d'une rupture créatrice, d'une confrontation à ce qui crée un événement, avec tous les risques d'un saut inaugural. Nous devons cesser de négocier le dissensus dans des brouillages lexicaux. La radicalité ne doit plus être la maladie des autres et doit redevenir une proposition positive pour tous. La conjuration de la peur est un enjeu radical dans un système phobocratique, qui légitime toutes les stratégies sécuritaires, notre silence ainsi assuré étant le prix de notre sécurité. Deleuze n'a pas hésité à appeler « néofascisme » ce régime d'atonie politique exigé par la paix du marché :

Le vieux fascisme si actuel et puissant qu'il soit dans beaucoup de pays n'est pas le nouveau problème actuel. On nous prépare d'autres fascismes. Tout un néofascisme s'installe par rapport auquel l'ancien fascisme fait figure de folklore [...] Le néofascisme est une entente mondiale pour la sécurité, pour la gestion d'une « paix » non moins terrible, avec organisation concertée de toutes les petites peurs, de toutes les petites angoisses qui font de nous des microfascistes, chargés d'étouffer chaque chose, chaque visage, chaque parole un peu forte, dans sa rue, son quartier, sa salle de cinéma (2).

Cette « paix terrible » serait-elle l'envers de la terreur que cette paix décrit comme son ennemie sans y reconnaître son ombre terrifiante ?

(1) Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016

(2) « Le juif riche », *Le Monde*, 18 février 1977.